

Mémo Autour du livre noir des Régions par l'UMP

Le Gouvernement et l'UMP viennent une nouvelle fois d'accuser les collectivités territoriales, et plus spécifiquement les Régions, d'être à l'origine de l'explosion des impôts en France ; de connaître une dérive des dépenses de fonctionnement, de ne pas jouer le jeu de l'effort national de réduction des dépenses publiques, de dépenser trop en communication, etc...

Le problème est que l'essentiel de ce qui est avancé dans ce document est faux, ou parcellaire, ou tout simplement navrant.

Non pas parce que les Régions l'auraient décrété et qu'elles refuseraient la critique. Mais tout simplement parce que les documents officiels, du ministère de l'Intérieur, des assemblées parlementaires, de la Cour des Comptes, etc... l'affirment.

Mais surtout, ce que l'UMP nie et oublie de dire, c'est ce que veut dire la décentralisation. La décentralisation, c'est moins de charges, de dépenses et de missions pour l'Etat et davantage de compétences et de dépenses pour les collectivités locales.

Oui, les Régions dépensent plus d'années en années. Parce que leurs responsabilités politiques progressent avec la décentralisation et les transferts de compétences. Mais elles dépensent mieux. Au point que l'Etat les sollicite désormais pour financer des politiques qui sont pourtant de sa seule compétence.

A/ Fiscalité

1/ Depuis son élection, Nicolas Sarkozy a créé 11 nouvelles taxes

En moins de trois ans, le gouvernement a réussi l'exploit de créer 11 nouvelles taxes : taxe sur les sociétés pharmaceutiques, taxe sur les poids lourds, taxe sur les assurances, taxe sur les opérateurs de téléphonie, taxe sur les revenus publicitaires des chaînes de télévisions privées, taxe sur les compagnies pétrolières, taxe sur les stocks options, etc....

L'UMP est-elle vraiment bien placée pour critiquer l'action des collectivités locales, qui elles ne créent aucune taxe supplémentaire. Au contraire, à l'image de la suppression de la TP, ce sont les bases fiscales des collectivités locales, et notamment des Régions, qui ont été amoindries ces dernières années.

Dans le même temps, la quasi-totalité des Régions a supprimé la taxe sur les permis de conduire. **2/ l'Etat absorbe 80% de la fiscalité en France**

En 2009, la répartition des recettes fiscales en France était la suivante :

Etat :	78%
Régions	2%
Départements	8%
Communes et groupements	14%

Les Régions ne reçoivent donc que 2% des recettes fiscales en France. Chacun comprend que cela veut dire que l'assiette fiscale des régions est particulièrement faible. Lorsque les communes et leur groupement perçoivent 43 milliards d'euros de recettes fiscales en 2009, les départements 22 milliards, l'Etat 245 milliards, les Régions elles, ne perçoivent que 5,1 milliards d'euros !

L'assiette fiscale des Régions étant particulière réduite, elles sont obligées, pour augmenter leurs recettes, d'afficher un fort taux de progression. Mais cela ne représente qu'un très faible montant en euros. Voilà ce que la droite ne dit pas. C'est toute l'astuce de l'UMP que d'utiliser, selon ce qui l'arrange, les montants bruts ou des pourcentages. **Car en réalité, les hausses de taux votées par les régions entre 2003 et 2009 (soit 3,6% en moyenne par an), ne représentent en définitive qu'une progression de 3,0 euros par habitant et par an.** La moitié d'un paquet de cigarette.

La situation des régions est donc particulièrement délicate. En effet, alors qu'elles assurent 13% des dépenses des budgets locaux, elles ne perçoivent que 7% de la fiscalité locale directe.

3/ C'est l'Etat qui demande aux Régions d'augmenter la TIPP

L'UMP reproche aux Régions d'augmenter la part variable régionale de la TIPP. Mais c'est le gouvernement qui se retourne vers les régions en leur demandant, pour faire face aux dépenses liées à la politique de l'Etat, d'augmenter la TIPP. Ainsi, et contre l'avis des Régions, le Gouvernement a introduit dans son projet de loi de finances pour 2010 un article (art 48) pour permettre aux régions d'augmenter leur TIPP, afin, explique l'exposé des motifs du gouvernement « de servir au financement des projets mentionnés aux articles 11 et 12 de la loi sur le Grenelle de l'Environnement ».

Voilà donc bien la réalité. Le Gouvernement annonce et décide de politiques dont les financements sont assurés par les collectivités locales. Et lorsque les régions se retournent vers l'Etat pour savoir comment payer ces nouvelles politiques, ce gouvernement leur répond qu'elles ont la possibilité d'augmenter la TIPP!

Entre la mauvaise foi et l'ignorance, on ne sait plus ce qui caractérise le mieux l'UMP dans ce débat.

4/ En 2009, c'est la Région Alsace (UMP) qui aura augmenté le plus son taux d'imposition (+6,4 %)

Illustration parfaite de la mauvaise foi de l'UMP dans son bilan des Régions socialistes, c'est la région Alsace, une des rares présidées par l'UMP, qui aura le plus augmenté son taux d'imposition en 2009. Celui-ci est en effet de +6,4%.

Au contraire, 16 Régions socialistes n'auront procédé à aucune hausse de sa fiscalité en 2009. Comment mieux dire la caricature dont fait preuve l'UMP.

5/ Depuis l'élection de Nicolas Sarkozy, le poids de la dette de l'Etat a progressé de 20%.

Entre mai 2007 et juin 2009, le poids de la dette de l'Etat a progressé de 20%, alors que dans le même temps celle des collectivités locales n'a progressé que de 14,6%. Par ailleurs, les montants dont on parle ne sont absolument pas comparables. Les dettes respectives sont :

Dettes de l'Etat : 1.135 milliards d'euros

Dettes Collectivités : 141 milliards d'euros

La dette des collectivités locales ne représente donc que 10% de la dette totale, alors que les collectivités locales représentent 73% de l'investissement public.

6/ La dette des régions représente 1% de la dette de l'Etat

En ce qui concerne les Régions, le montant de la dette s'élève à 14 milliards d'euros en 2008, soit 1,2% de la dette de l'Etat (1.135 milliards d'euros).

B/ Les Dépenses des Régions

Avant toute chose, il importe de clarifier trois points fondamentaux sur lesquels l'UMP organise tous les ans une savante confusion :

Il faut remettre le budget des Régions à sa juste proportion. En 2009, le budget global des régions représente 27 milliards d'euros. C'est même pas la moitié du montant des niches fiscales (73 milliards d'euros) que vote tous les ans l'UMP au Parlement.

Les dépenses de fonctionnement des Régions, dont parle l'UMP, correspondent aux financements des politiques publiques. Contrairement à ce que voudrait laisser croire la droite, l'augmentation des dépenses de fonctionnement ne correspond pas aux fonctionnements des conseils régionaux, mais bien à la progression des dépenses réalisées par les Régions au bénéfice des Français. Les dépenses de fonctionnement, ce sont des politiques publiques! Et si on prend le seul exemple des TER, dont l'état était pitoyable en 2002, on voit bien comment les Régions ont révolutionné cette politique publique.

Les dépenses de personnel évoquées par l'UMP, ne correspondent pas, là encore, aux dépenses des agents travaillant au conseil régional, mais bien aux rémunérations des personnels assurant les missions et les compétences des Régions. Doit-on rappeler à la droite que la décentralisation suppose un transfert de compétences et de personnels de l'Etat vers les collectivités ? Et comme le transfert des personnels de l'Etat vers les collectivités locales s'est étalé sur plusieurs années, leur nombre a augmenté d'année en année, expliquant par définition la progression des dépenses liées aux rémunérations des personnels.

Il faut également souligner que les Régions ont dû se doter de *personnels supports* pour la gestion et l'encadrement de ces nouveaux personnels transférés aux régions.

Tout cela, la droite le sait parfaitement. C'est donc volontairement qu'elle entretient cette confusion.

1/ Les dépenses de personnel augmentent en raison des transferts prévus par la loi, des augmentations du point d'indice de la fonction publique décidées par l'Etat, de la suppression des emplois aidés, mais aussi parce les Régions respectent la loi, à la différence de l'Etat.

L'observatoire des finances locales rappelle ainsi dans son rapport annuel 2009 que la forte hausse des dépenses de personnel des collectivités locales « est liée à deux phénomènes distincts : le dynamisme propre de ces dépenses de personnel (hausse des effectifs, augmentations salariales), et le transfert de personnels exerçant des missions relevant de compétences transférées ». Et le rapport rappelle que « au total, 130 000 agents de l'Etat exerçant des missions relevant de compétences transférées parla loi du 13 août 2004 sont concernés par les transferts ».

L'UMP croit-elle vraiment que l'on peut intégrer 130000 agents supplémentaires sans voir les dépenses de personnel augmenter ? Non bien sur. Là encore la mauvaise foi ne fait aucun doute.

Le rapport de l'Observatoire rappelle également que les augmentations sont dues aux décisions de l'Etat dans le cadre des mesures qu'il prend pour revaloriser la valeur du point d'indice de la fonction publique (+0,8% en 2008). Cette revalorisation s'applique mécaniquement aux agents des collectivités locales. De la même manière, il a bien fallu appliquer à ces nouveaux agents, les régimes indemnitaires des autres agents

de la Région. Or, ceux-ci sont plus favorables aux fonctionnaires des collectivités qu'à ceux de l'Etat.

Tout cela est prévu par la loi et est inscrit dans la démarche même de la décentralisation, renforcée en 2004 par la réforme de Jean-Pierre Raffarin.

La disparition des emplois aidés, décidée par le gouvernement, a également obligé les régions à recruter des titulaires. Or, comme l'Etat était à l'époque gros consommateur de ces emplois aidés, la compensation financière a été calculée sur la base de ces contrats aidés. Là aussi le surcoût est important pour les Régions.

Enfin, si les dépenses de personnel ont également augmenté, c'est parce que les Régions, à la différence de l'Etat, respectent la loi. Ainsi, avant la décentralisation, l'Etat ne respectait pas la réglementation en matière de visite médicale annuelle pour les agents qui ont été transférés aux Régions et recourrait de manière régulière à des contrats de 10 mois (année scolaire) lui permettant de s'exonérer de certaines obligations. L'Etat a calculé les compensations financières pour les régions, sur la base de ses comportements. Mais le coût réel, pour les régions, qui ont naturellement respecté le droit du travail le plus élémentaire, est beaucoup plus important.

Voilà ce que ne dit pas la droite.

2I Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement des Régions correspondent au financement des politiques dont les régions ont la responsabilité. Ce sont des dépenses qui servent directement les Français.

Plus de 70% de ces dépenses correspondent aux trois grandes politiques des Régions : les transports, l'enseignement, la formation professionnelle et l'apprentissage. Si on y ajoute le développement économique et les politiques d'aménagement du territoire, c'est 80% du budget de fonctionnement des régions qui est consacré à ces politiques essentielles.

Concrètement, les Régions consacrent en fonctionnement (donc en politiques publiques) tous les

ans :

3,6 milliards d'euros aux transports collectifs

5 milliards d'euros pour la formation professionnelle et l'apprentissage

3,3 milliards d'euros pour l'enseignement (lycées et enseignement supérieur)

1 milliard d'euros en actions économiques

Comment le gouvernement peut-il affirmer que le développement durable est une priorité nationale et dans le même temps s'indigner de voir les Régions prendre à bras le corps la question des transports collectifs ?

Comment le gouvernement peut-il affirmer que la France doit entrer dans la société de la connaissance et fustiger la progression des dépenses des Régions en faveur de l'enseignement ?

Comment le gouvernement peut-il décemment faire de la lutte contre le chômage et de la compétitivité des entreprises une urgence nationale et dans le même temps s'en prendre à ceux qui portent les politiques de formation professionnelle et de l'apprentissage ?

Comment le gouvernement peut-il discréditer l'action économique des Régions, au moment où la France traverse l'une des plus grandes crises économiques de l'histoire ?

Oui, les dépenses de fonctionnement des régions ont progressé. Car les demandes des Français sont là et parce que nous améliorons les services publics (lycées, transports, formations sanitaires et sociales) qui ont été confiés aux régions. Au contraire, l'Etat se désengage de plus en plus des territoires, laissant de nouveaux vides qu'il faut combler. Parce que les missions des Régions supposent qu'elles soient là où les Français en ont besoin. Parce que le sens de la responsabilité des élus régionaux est d'appuyer les priorités économiques et sociales que partagent les Français.

3/ Les Régions investissent toujours plus, et rien qu'à elles-seules autant que l'Etat.

a) Contrairement à ce que dit l'UMP, les dépenses d'investissement des régions augmentent

L'UMP affirme dans son livre noir que les dépenses d'investissement des Régions auraient diminué en 2009. C'est faux. Et c'est d'ailleurs le ministère de l'Intérieur qui le rappelle, dans le rapport que sort tous les ans la DGCL.

Ainsi, selon les comptes du ministère de l'Intérieur, l'investissement des Régions (hors outre mer) a progressé de 32,24% entre 2004 et 2009, et a toujours été positif.

Année	2004	2005	2006	2007	2008	2009	Evo 2004-
Dépenses d'investissement des Régions (en milliards d'€)	7,63	7,96	9,03	9,55	10	10,1	
% d'évolution		+4,33	+13,44	+5,74	+4,71	+1	+32,34%

Sources : DGCL

Qui doit-on croire ? La propagande de l'UMP ou les chiffres officiels du ministère de l'Intérieur ?

b) Contrairement à ce que dit l'UMP, les dépenses d'investissement des Régions sont mêmes équivalentes... à celles de l'Etat

L'Etat n'investit plus en France. Il représente aujourd'hui moins de 25% de l'investissement total public. Ce sont les collectivités locales qui portent donc la très grande majorité des investissements, qui, comme le rappelait Nicolas Sarkozy lors de son discours au Congrès à Versailles, sont des dépenses utiles, car ce sont celles qui préparent l'avenir.

A elles-seules, les Régions investissent autant que l'Etat désormais (11 milliards pour les régions. 12 milliards pour l'Etat).

Sauf que sur les 12 milliards d'investissement de l'Etat, 10 milliards vont à la défense. Autrement dit, l'Etat n'a dépensé en investissement civil, que 2 milliards d'euros en 2009. C'est près de 6 fois moins que les régions françaises.

Ce n'est pas critiquable en soi, mais la moindre des honnêtetés intellectuelles c'est de le dire.

Ces dépenses d'équipements portent pour l'essentiel sur des missions de services publics confiées aux Régions. Ce sont notamment les dépenses relatives aux lycées et aux TER. Ces services publics avaient été abandonnés par l'Etat et leur entretien était tombé en total désuétude. Aujourd'hui ils constituent les principaux postes d'investissement des Régions, notamment les TER qui représentent plus des trois quarts des dépenses d'équipements des Régions.

Les Régions ont en effet consacré un effort jamais réalisé jusqu'ici pour rénover ou remplacer l'ensemble du parc des TER. Les Régions dépenses 4 milliards d'euros par an pour les TER (hors Ile-de-France). Mieux, elles viennent de signer, avec Alstom et Bombardier pour 15 milliards d'euros de commandes de TER nouvelle génération.

En investissant aussi massivement sur les transports collectifs, les Régions ont devancé la démarche du Grenelle de l'environnement, elles dopent l'économie française qui en a tant besoin, et elles soutiennent l'emploi en France puisque ces rames seront réalisées sur des sites Français.

CI L'Etat réduit ses dépenses en demandant aux collectivités locales de financer les opérations qui sont de la compétence de l'Etat

Les dépenses de fonctionnement des Régions augmentent donc, en raison des politiques et des investissements que portent les régions depuis la décentralisation.

Mais si les dépenses des Régions progressent, c'est aussi parce que l'Etat, incapable de financer ses propres politiques, se retourne désormais vers les collectivités locales pour cofinancer des politiques nationales.

Ainsi, l'Etat demande aux collectivités de financer désormais à hauteur d'au moins 33%, les investissements relatifs au plan Campus des universités, les investissements des Lignes à grande vitesse (LGV), l'ANRU, etc.. Ce qui est particulièrement inacceptable, c'est que non seulement il demande aux régions de financer ces politiques qui sont de la seule compétence de l'Etat, mais en plus il conditionne la mise en œuvre de ces investissements, pourtant essentiels pour les Français, à la participation financière des collectivités locales.

Rien que sur la LGV. se sont plusieurs milliards d'euros qui sont demandés aux collectivités locales. L'Etat a imposé une contribution de 640 millions d'euros à la Région Bretagne, près de 700 millions d'euros à la Région Rhône-Alpes, 600 millions d'euros à la Région Aquitaine, 423 millions d'euros à la Régions Midi-Pyrénées, 100 millions d'euros à la Région Pays de la Loire, 98 millions d'euros à la Région Poitou-Charentes, 53 millions d'euros à la Région Centre, 68 millions d'euros pour la Région Bourgogne, 120 millions d'euros pour la Région Lorraine, etc.

Sur le plan Campus 170 millions d'euros de la Région Aquitaine, 41 millions d'euros pour la Région PACA, 15 millions à la Région Pays de la Loire, 4 millions d'euros de la Région Auvergne, etc.

On pourrait citer de nombreuses autres politiques nationales pour lesquelles l'Etat se retourne désormais vers les Régions pour assurer une partie du financement qu'il ne peut plus assumer seul. Il en va ainsi de la reconversion des casernes fermées après la révision de la carte militaire, le financement de la mise en accessibilité du réseau ferroviaire aux personnes handicapées (une obligation pourtant légale pour l'Etat et RFF), le financement du logement étudiant, une contribution au programme de développement et de modernisation d'itinéraires (PDMI), programme décidé par l'Etat et qui relève de sa compétence, etc. La Région Midi-Pyrénées a ainsi été amenée à lancer un grand Plan Rail, à hauteur de 500 millions d'euros, pour réaliser la rénovation des voies et installer des nouveaux équipements permettant aux trains de rouler (sic !), en lieu et place de RFF et de l'Etat dont c'est pourtant la responsabilité.

5/ Les régions reversent à l'Etat 4 fois plus qu'elles ne perçoivent en subventions d'investissement

Les régions dépensent trop estiment l'UMP. Sait-elle seulement, comme vient de le rappeler le récent rapport de la Cour des Comptes sur la conduite de l'Etat de la décentralisation (2009), que les Régions ont reversé à l'Etat quatre fois plus qu'elles n'ont perçu de l'Etat en subventions d'investissement.

Le rapport de la Cour des Comptes précise en effet (pg 33), que l'Etat a versé 95 millions d'euros aux Régions à ce titre, alors que les Régions ont versé à l'Etat 427,4 millions d'euros de subventions publiques.

L'Etat et l'UMP dénoncent la multiplication des financements croisés en France. Ils oublient juste que c'est l'Etat qui aujourd'hui est le premier solliciteur de ces financements croisés, car il n'a plus les moyens de financer ses politiques !

Et l'Etat est dans une telle situation financière, qu'il demande également aux Régions de faire l'avance de trésorerie sur certaines opérations d'infrastructures communes.

6/ Les Régions consacrent moins de 1% de leur budget de fonctionnement à la communication

L'UMP a dénoncé à toutes les pages de son livre noir, l'augmentation des dépenses de communication des Régions. Elle affirme que celles-ci ont été multipliées par 4 entre 2004 et 2009.

Gageons donc que le prochain livre noir de l'UMP portera sur les dépenses du gouvernement qu'il soutient puisque les dépenses de communication du **SIG (Service d'information du Gouvernement)**

ont augmenté de plus de 300% en... un an, entre 2008 et 2009.

Et gageons également, puisque l'UMP en appelle à la transparence des comptes des régions, que ces mêmes parlementaires UMP accepteront la commission d'enquête parlementaire